

Statuts

de la

Association des anciens gardes suisses pontificaux

(fondée en 1921)

I. Nom, siège, buts

Art. 1

¹ Sous la dénomination «Association des anciens gardes suisses pontificaux» s'est constituée une société au sens des art. 60 et suivants du Code Civil Suisse, de durée illimitée, dont le siège est au domicile du président central en exercice.

² L'Association vise à réunir les anciens gardes suisses de tous grades, ayant honorablement servi le Souverain Pontife, pour cultiver une franche camaraderie.

³ L'Association entretient les relations entre les membres, les sections, le Commando de la Garde active ainsi qu'avec les organes du Vatican.

⁴ Le soutien à la Garde à Rome sous toutes ses formes ainsi que sa promotion est devoir primordial de l'Association.

II. Membres

Art. 2 Membres actifs

Est reconnu membre actif tout ancien garde suisse ayant servi honorablement. Sa demande d'admission doit être adressée par écrit au Comité central (CC). L'admission définitive est du ressort de l'Assemblée Générale (AG).

Art. 3 Vétérans

Est reconnu vétéran, le membre actif comptant au moins 25 ans de sociétariat et ayant atteint l'âge de 55 ans. Le temps de service à la Garde active est pris en compte dans les 25 ans de sociétariat.

Art. 4 Honorariat

L'honorariat est accordé, sur proposition du CC, par l'AG, à tout membre ou toute personne qui s'est particulièrement dévoué envers l'Association. Les membres d'honneur sont exemptés de cotisation.

Art. 5 Membres passifs

Toute personne manifestant de l'intérêt envers l'Association peut être nommée membre passif, en s'acquittant de la cotisation.

Art. 6 Membres bienfaiteurs

Toute personne physique ou morale ou entreprise manifestant de l'intérêt envers l'Association et s'acquittant d'une cotisation annuelle peut être nommée membre bienfaiteur.

Art. 7 Démission

La démission doit être adressée au CC.

Art. 8 Exclusion

¹ L'exclusion est prononcée par le CC. Les motifs d'exclusion sont, en particulier:

1. non respect des statuts de l'Association ou des décisions de l'AG;
2. le non-paiement des cotisations, d'un montant décidé par l'AG. Le membre ne sera sommé que trois fois, avant radiation, à sa dernière adresse connue.

² Le membre exclu a le droit de recourir devant l'AG. Le recours doit être adressé au CC avant la prochaine AG. Le recours doit être fondé. La décision de l'AG est irrévocable.

III. Organisation

Art. 9 Organes

Les organes de l'Association sont:

1. l'assemblée générale (AG);
2. la conférence des présidents (CP);
3. le comité central (CC);
4. les réviseurs.

A. Assemblée générale

Art. 10 Lieu, convocation, votes

¹ L'assemblée générale régulière a en principe lieu tous les deux ans, dans le cadre d'une réunion festive. Elle est convoquée par le CC. Le président central conduit les débats.

² Les décisions de l'AG sont approuvées à mains levées par les membres présents ayant le droit de vote. Le CC peut demander le vote à bulletin secret. Le CC doit organiser un vote au bulletin secret si $\frac{2}{3}$ des membres présents en font la demande.

³ Les membres passifs et les membres bienfaiteurs ainsi que les gardes actifs peuvent participer en tant qu'hôtes à l'AG. Ils n'ont le droit ni à la parole, ni aux votes.

⁴ Le CC peut donner la parole durant l'AG à un participant qui n'est pas un ex-Garde.

Art. 11 Conduite de la réunion

¹ Le CC propose une (ou plusieurs sections) qui aura pour tâche d'organiser la réunion. L'AG décide de l'attribution de la réunion.

² La section organisatrice oriente l'AG quant à l'endroit de la prochaine réunion.

³ Le CC contrôle la préparation et l'organisation de la réunion. Dix-huit mois avant la réunion, la section organisatrice remettra au CC un rapport sur sa situation financière, sur la composition du comité d'organisation (CO) ainsi que sur le budget prévu pour l'organisation. Sur la base de ce rapport, le CC, constatant que la section est capable aussi bien financièrement que pratiquement de préparer la réunion, lui confie définitivement, dans un délai utile, le soin de l'organiser. Les conditions essentielles pour l'organisation de la réunion font partie du contrat liant le CO au CC.

⁴ Le comité d'organisation présente un décompte détaillé sur les recettes et les dépenses de la réunion. Le décompte final doit être soumis, dans un délai de 90 jours après l'AG, au contrôle des réviseurs.

⁵ Le bénéfice net de la réunion sera réparti en principe comme suit: $\frac{2}{3}$ à la section organisatrice et $\frac{1}{3}$ à la caisse centrale. Ce montant sera utilisé par la caisse centrale pour alimenter un fonds de réserve «Réunions» jusqu'à concurrence de 10'000 francs.

⁶ Le solde dépassant les 10'000 francs sera mis à disposition pour réduire le prix de la carte de fête de la prochaine réunion.

⁷ L'avoir du fonds de réserve peut être utilisé pour des avances remboursables à la section organisatrice. Sur demande de la section, le CC peut aussi délivrer une garantie de déficit à la charge de la caisse centrale. Cette garantie ne dépassera en aucun cas le montant du fonds de réserve. La CP décide, sur proposition du CC, si une garantie plus élevée ou une garantie de déficit plus importante doit être consentie à la section organisatrice.

⁸ Un éventuel déficit est à répartir dans une même proportion entre la caisse centrale et la section organisatrice.

Art. 12 Ordre du jour

¹ L'ordre du jour de l'AG est le suivant:

1. procès-verbal de la dernière AG;
2. rapport du président central;
3. rapport sur l'acceptation des comptes et du budget par la CP de l'année précédente;
4. présentation des comptes de l'association (fortune, dépenses, revenus) de l'année précédente;
5. rapport des réviseurs;
6. fixation de la cotisation annuelle pour les membres actifs, passifs et bienfaiteurs;

7. présentation du budget et approbation;
8. confirmation du lieu de la prochaine réunion;
9. accueil des nouveaux membres et des nouvelles sections;
10. élection du président central et des membres du comité central;
11. élection de deux réviseurs;
12. élection du porte-drapeau et de deux remplaçants;
13. nomination des vétérans et des membres d'honneur;
14. traitement des recours;
15. modification des statuts;
16. divers.

² Les points 1 à 12 sont à traiter impérativement à chaque assemblée. Les points 13 à 16 ainsi que d'autres points peuvent selon les besoins du CC ou à la demande des membres être ajoutés à l'ordre du jour.

Art. 13 Assemblée extraordinaire

Une AG extraordinaire peut être convoquée par le CC ou sur demande écrite de 20 % des membres actifs. Le délai de convocation est de 120 jours.

B. Conférence des présidents

Art. 14 Constitution

¹ La CP se compose:

1. des membres du CC;
2. des présidents des sections. Ils peuvent se faire accompagner par un membre du comité de la section ou, s'ils ne peuvent pas participer personnellement, se faire représenter. Tous les participants à la CP doivent être membres de l'Association centrale.

² A la CP, chaque membre du CC a droit à une voix. Les présidents des sections ont droit à une voix pour 10 membres de la section qui font partie de l'Association suisse, mais au moins une voix par section. En cas d'égalité, le président central tranche.

Art. 15 Ordre du jour, compétences

¹ A la CP sont traités les sujets suivants:

1. dans l'année de l'AG: préparation des sujets selon l'art. 12;
2. dans l'année intermédiaire: discussion et décision des sujets selon l'art. 12, chiffres 2, 4, 5 et 7, ainsi que la présentation et l'acceptation des comptes de la dernière réunion.

Le CC peut de surcroît soumettre à la CP les points importants qui sont de son ressort.

² La CP approuve le règlement des dépenses du CC.

³ La CP a une compétence de dépense de 10 %, basée sur le revenu de la cotisation annuelle des membres, pour les dépenses qui ne figurent pas au budget.

Art. 16 Convocation

¹ La CP a lieu en principe une fois par année. La convocation est faite par le CC. Le président central conduit les débats.

² La date de la CP est communiquée au moins 120 jours avant la conférence. L'invitation est envoyée au moins 30 jours avant la date de la conférence avec l'ordre du jour. Les motions des sections doivent être envoyées au président central au moins 60 jours avant la conférence.

³ La CP atteint le quorum, quant au minimum la moitié des présidents des sections sont présents.

⁴ La CP peut aussi être convoquée si $\frac{1}{3}$ des présidents des sections le demandent.

Art. 17 Dépenses de la CP

¹ Les dépenses des représentants des sections sont à la charge des sections.

² Les autres dépenses, comme par exemple les frais de salle, sont à la charge de la caisse centrale.

C. Comité central

Art. 18 Formation, tâches, compétences

¹ Le comité central se compose:

1. du président central;
2. de 3 à 6 membres, dont un représentant de l'IRS.

² Le CC se constitue lui-même. Sa durée est de 2 ans. Une réélection est possible, toutefois le président central ne peut pas siéger plus de 5 périodes (10 ans).

³ Le CC représente l'Association. Les membres ont une signature collective à deux avec le président central.

⁴ Le CC assume les tâches suivantes:

1. direction et administration de l'Association;
2. représentation de l'Association et des ex-gardes pensionnés auprès du Commando de la Garde active, respectivement des instances du Vatican;
3. préparation et direction de l'AG et de la CP et application de leurs résolutions;
4. gestion de la comptabilité de l'Association par année civile, encaissement des cotisations, gérance de la fortune de l'Association et des fonds destinés à des fins déterminées.

⁵ Le CC a une compétence de dépense de 5 %, basée sur le revenu de la cotisation annuelle des membres, pour les dépenses qui ne figurent pas au budget.

⁶ Lors de l'élection des membres du comité central, on tiendra compte de la répartition linguistique et de la répartition des sections.

Art. 19 Dépenses du CC

Les dépenses du CC sont remboursées selon le règlement concernant les indemnités du CC.

D. Réviseurs

Art. 20

Les réviseurs contrôlent les comptes annuels de l'Association ainsi que les décomptes de la réunion en regard de la loi et des statuts. Le rapport de révision doit être soumis au CC jusqu'au 30 juin de l'année suivante pour être à disposition de la prochaine AG respectivement CP. Le rapport des vérificateurs doit être publié dans «Le garde suisse» édité en novembre.

E. Sections

Art. 21

L'Association compte des sections régionales. Les sections de l'Association des anciens gardes suisses pontificaux doivent compter, en règle générale, au moins 10 membres. Les statuts de l'Association priment sur les règlements des sections qui doivent être approuvés par la CP. Les membres de l'Association sont invités à faire partie d'une section et inversement.

IV. Dispositions diverses

Art. 22 Finances

¹ Les moyens financiers de l'Association proviennent:

1. des cotisations des membres et des bienfaiteurs;
2. des dons de toute nature.

² Le montant de la cotisation annuelle des membres, qui ne doit pas dépasser 80 francs par année et par membre, est votée par le CC et confirmée par l'AG.

³ Pour les dettes de l'Association, les membres doivent répondre jusqu'au montant de la cotisation annuelle fixée par l'AG. Toute autre responsabilité personnelle des membres est exclue.

⁴ Pour les obligations de l'Association, seule la fortune de la société peut être engagée. Pour les obligations des sections, seule la fortune des sections entre en ligne de compte.

Art. 23 Divergences

En cas de divergences entre les sections, la CP et le CC, l'AG tranchera définitivement.

Art. 24 Bannière de l'Association

¹ La bannière est sous la responsabilité du porte-drapeau. Il porte la bannière pour:

1. les réunions de l'Association;
2. des cérémonies religieuses particulières;
3. des fêtes particulières;
4. les enterrements des membres d'honneur (obligatoirement), des membres actifs et des vétérans.

² L'engagement se fait conformément au règlement de la bannière.

Art. 25 Uniforme

Le port de l'uniforme est strictement soumis au règlement de service de la Garde active et ses annexes. Les uniformes ne peuvent être portés que par les anciens gardes.

Art. 26 Modifications des statuts

Toute demande de modification des statuts devra être communiquée et motivée par écrit au CC, au moins 60 jours avant la CP. La CP les traitera et les portera à la connaissance de l'AG. L'AG vote à la majorité des $\frac{2}{3}$ des membres présents ayant le droit de vote.

Art. 27 Dissolution

¹ La dissolution de l'Association intervient sur proposition de l'AG si la majorité des $\frac{3}{4}$ de tous les membres la demande ou si le nombre de membres actifs tombe en dessous de 10.

² L'éventuelle fortune de l'association sera donnée à la garde active. Tous les dossiers seront remis au "Centre culturel de la Garde suisse" à Naters pour leur administration, avec le devoir de les mettre à disposition de chercheurs et dans tous les cas de les laisser à disposition d'une future société d'anciens gardes suisses pontificaux.

Art. 28 Texte principal

Seule la version en langue allemande des présents statuts fait foi. Les versions en langues française et italienne sont des traductions.

V. Dispositions finales

Art. 29

¹ Les présents statuts ont été adoptés par l'AG de St-Gall le 13 septembre 2003 et sont entrés en vigueur dès cette date. Ils remplacent toutes les versions précédentes.

² Conformément à la décision de l'AG de Naters du 12 septembre 2009, les articles suivants ont été modifiés: Art. 12, alinéa 1 points 3–5, art. 14, alinéa 1 point 2, art. 15, alinéa 1, et art. 16, alinéa 2. En outre, des corrections rédactionnelles ont été apportées à différentes dispositions.

St-Gall, le 13 septembre 2003

Le président central:
Dr. Jacques Babey

Un membre du comité:
Roland J. Hubatka

Naters, le 12 septembre 2009

Le président central:
Dr. Marco Reichmuth

Un membre du comité:
Roland J. Hubatka

Statuto

della

Associazione ex-guardie svizzere pontificie

(fondata nel 1921)

I. Nome, sede e scopo

Art. 1

¹ Con la denominazione “Associazione ex-Guardie Svizzere Pontificie” è costituita un’associazione ai sensi degli art. 60 ss CCS, di durata indeterminata e con sede al luogo di domicilio del presidente centrale.

² L’associazione si prefigge di riunire le ex-Guardie Svizzere Pontificie di ogni grado, che hanno servito onorevolmente il Santo Padre per promuovere lo spirito di cameratismo.

³ L’associazione cura l’unione fra i suoi membri e le sue sezioni, e intrattiene i rapporti con il Comando della Guardia e gli organi competenti in Vaticano.

⁴ È compito d’onore dell’associazione di sostenere la Guardia a Roma e promuovere la sua propaganda.

II. Membri

Art. 2 Membri attivi

Ogni ex-Guardia che conduce una vita con onorevolezza può chiedere l’adesione quale membro attivo. La richiesta va inoltrata per iscritto al Comitato Centrale (CC). L’Assemblea Generale (AG) decide sull’ammissione definitiva.

Art. 3 Membri veterani

Dopo un’appartenenza all’associazione di almeno 25 e un’età compiuta di 55 anni, si diventa membro veterano. Gli anni di servizio nella Guardia vengono considerati in ugual misura agli anni di appartenenza nell’associazione.

Art. 4 Membri onorari

Su proposta del CC, l’AG può nominare “Membro onorario” i membri o altre persone che si sono impegnati con particolare merito per gli scopi dell’associazione. I membri onorari sono esenti dal pagamento della quota sociale.

Art. 5 Membri passivi

Persone che dimostrano un particolare attaccamento verso l’associazione, possono diventare membro passivo pagando la relativa quota.

Art. 6 Membri sostenitori

Persone o ditte che dimostrano un particolare attaccamento verso l’associazione, e si impegnano a pagare il relativo contributo, possono diventare membro sostenitore.

Art. 7 Dimissione

La dimissione dev’essere inoltrata al CC.

Art. 8 Esclusione

¹ L’esclusione di un membro è pronunciato dal CC. In particolare sono motivi di esclusione:

1. gravi trasgressioni agli statuti dell’associazione o alle decisioni dell’AG;
2. mancato pagamento, e dopo il 3° richiamo all’ultimo indirizzo conosciuto, della quota sociale decisa dall’AG.

² Il membro escluso può appellarsi all’AG. Il ricorso, motivato, va inoltrato all’AG per il tramite del CC. La decisione dell’AG è definitiva.

III. Organizzazione

Art. 9 Organi

Gli organi dell'associazione sono:

1. l'assemblea generale (AG);
2. la conferenza dei presidenti (CP);
3. il comitato centrale (CC);
4. i revisori.

A. Assemblea generale

Art. 10 Convocazione, diritto di voto

¹ Di regola l'assemblea generale è convocata ogni due anni in occasione di una solenne riunione. Essa è convocata dal CC e presieduta dal presidente centrale.

² Le decisioni dell'AG sono prese con maggioranza semplice dai membri con diritto di voto presenti e per alzata di mano. Il CC può chiedere il voto segreto. Su richiesta di $\frac{2}{3}$ dei membri presenti, il CC deve dar seguito al voto segreto.

³ I membri passivi e sostenitori come pure le Guardie Pontificie attive possono partecipare all'AG in veste di ospiti. Non hanno diritto ne di parola ne di voto.

⁴ Il CC può dare la parola a terzi, non necessariamente ex-Guardie Pontificie.

Art. 11 Organizzazione della riunione

¹ Il CC propone all'AG una (o più) sezioni, che si occupa dell'organizzazione della riunione. L'AG ne decide l'attribuzione.

² La sezione organizzatrice orienta l'AG in relazione al luogo della prossima riunione.

³ Il CC controlla i preparativi e l'organizzazione della riunione. Entro diciotto mesi dalla riunione al più tardi, la sezione organizzatrice presenta al CC il suo stato patrimoniale, la composizione del Comitato d'organizzazione (CO) ed il preventivo previsto per la riunione. Basandosi su questo rapporto, e se il CC costata che la sezione sia dal lato finanziario che organizzativo è in grado di dar seguito all'organizzazione di una tale riunione, dà alla sezione l'incarico definitivo e in tempo utile. Le condizioni essenziali per l'organizzazione della riunione vengono definite in un contratto tra le parti.

⁴ Il CO presenta un conteggio dettagliato delle entrate e dei costi dell'AG. Questo conguaglio è da sottoporre ai revisori al più tardi 90 giorni dopo la riunione.

⁵ L'utile netto della riunione per principio viene suddiviso come segue: $\frac{2}{3}$ alla sezione organizzatrice e $\frac{1}{3}$ alla cassa centrale. L'importo destinato alla cassa centrale dovrà alimentare un fondo di riserva denominato "Riunioni" fino a concorrenza di 10'000 franchi.

⁶ La somma eccedente l'importo di 10'000 franchi sarà destinata al CO della prossima riunione per ridurre il prezzo dei biglietti.

⁷ L'importo del fondo di riserva può essere concesso come prestito rimborsabile alla sezione organizzatrice. A richiesta della sezione il CC può prestare una garanzia di deficit a carico della cassa centrale. Questa garanzia di deficit è limitata all'ammontare del fondo di riserva. Per la concessione di ulteriori garanzie di deficit a favore della sezione organizzatrice, la CP può decidere su proposta del CC.

⁸ Un eventuale deficit sarà da ripartire nella stessa proporzione tra la cassa centrale e la sezione organizzatrice.

Art. 12 Ordine del giorno

¹ L'ordine del giorno dell'AG è il seguente:

1. verbale dell'ultima AG;
2. rapporto del presidente centrale;
3. rapporto sull'approvazione dei conti e del budget della CP dell'anno precedente
4. presentazione dei conti dell'associazione (patrimonio, costi, entrate) dell'anno precedente;
5. rapporto dei revisori;
6. fissazione della quota sociale annuale per i membri attivi, passivi e sostenitori;
7. presentazione del budget e approvazione;
8. conferma del luogo della prossima riunione;
9. ammissione di nuovi membri e di nuove sezioni;

10. elezione del presidente centrale e dei membri del comitato centrale;
11. elezione di due revisori;
12. elezione dell'alfiere e di due sostituti;
13. nomina di membri veterani e di membri onorari;
14. trattamento di ricorsi;
15. modifica statutaria;
16. eventuali.

² I punti 1–12 sono da trattare imperativamente ad ogni AG, mentre i punti 13–16, così come ulteriori trattande possono essere aggiunti all'ordine del giorno a seconda delle necessità del CC o su richiesta dei membri.

Art. 13 Assemblea straordinaria

Un'AG straordinaria può essere convocata dal CC oppure su richiesta scritta e firmata di almeno il 20 % dei membri attivi. Essa dev'essere convocata nel termine di 120 giorni.

B. Conferenza dei presidenti

Art. 14 Costituzione

¹ La CP è composta da:

1. i membri del CC;
2. i presidenti sezionali possono essere accompagnati da un membro del comitato di sezione oppure se loro stessi non possono prendervi parte personalmente possono lasciarsi sostituire. Tutti i partecipanti alla CP devono far parte dell'associazione centrale.

² Alla CP ogni membro del CC ha diritto a un voto. I presidenti sezionali hanno diritto a un voto per ogni 10 membri della sezione che fanno parte dell'associazione centrale, al minimo un voto per sezione. In caso di parità di voto decide il presidente centrale.

Art. 15 Ordine del giorno, competenze per spese

¹ Alla CP vengono trattati:

1. nell'anno dell'AG: preparazione delle trattande secondo l'art. 12;
2. nell'anno che precede l'AG: dibattiti e decisioni sulle trattande secondo l'art. 12, punti 2, 4, 5 e 7 così come la presentazione e approvazione dei conti dell'ultima riunione.

Il CC può anche sottoporre gli affari più importanti di sua competenza alla CP.

² La CP approva il Regolamento delle spese del CC.

³ La CP ha una competenza di spese per costi non preventivati, pari al 10 % calcolato sul totale delle quote sociali annue.

Art. 16 Convocazione

¹ La CP ha luogo in principio una volta all'anno ed è convocata dal CC. Il presidente centrale dirige l'assemblea.

² La comunicazione della data della seduta dev'essere resa nota al minimo 120 giorni prima, e l'invito con la notifica delle trattande deve venir dato al minimo 30 giorni prima della seduta stessa. Le mozioni delle sezioni sono da presentare al presidente del CC al più tardi 60 giorni prima della seduta.

³ La CP raggiunge il quorum decisionale se sono presenti almeno la metà dei presidenti sezionali.

⁴ La CP può pure essere convocata, se $\frac{1}{3}$ dei presidenti sezionali ne fa richiesta.

Art. 17 Indennizzo della CP

¹ Le spese dei rappresentanti sezionali sono a carico delle sezioni.

² Le altre spese, come costi per la locazione della sala ecc., sono a carico della cassa centrale.

C. Comitato centrale

Art. 18 Composizione, compiti, competenze

¹ Il comitato centrale è composto da:

1. il presidente centrale;
2. da 3 a 6 membri, di cui un rappresentante dell'IRS.

² Il CC si auto costituisce. La durata della carica è di 2 anni. È possibile una rielezione, tuttavia il presidente centrale può restare in carica per al massimo 5 periodi (10 anni).

³ Il CC rappresenta l'associazione. I membri dispongono con il presidente centrale del diritto di firma collettivo a due.

⁴ Il CC ha i seguenti compiti:

1. direzione e amministrazione dell'associazione;
2. rappresentanza dell'associazione e delle ex-Guardie pensionate presso il Comando della Guardie rispettivamente presso gli organi competenti in Vaticano;
3. preparazione e conduzione dell'AG e della CP, nonché esecuzione delle loro risoluzioni;
4. gestione annuale (anno contabile = anno civile) dei conti dell'associazione, incasso delle quote sociali, amministrazione del patrimonio dell'associazione e dei fondi destinati a determinati fini.

⁵ Il CC ha una competenza di spese per costi non preventivati, pari al 5 % calcolato sul totale delle quote sociali annue.

⁶ Per la scelta dei membri del CC si deve convenientemente rispettare la ripartizione linguistica e sezionale.

Art. 19 Indennizzo dei membri del CC

Le spese dei membri del CC sono rimborsate secondo il Regolamento spese.

D. Revisori

Art. 20

I revisori controllano i conti annuali dell'associazione, così come il resoconto finale della riunione, in conformità con la legge e gli statuti. Il rapporto di revisione dev'essere sottoposto al CC entro il 30 giugno dell'anno seguente, per essere a disposizione della prossima AG risp. CP. Il rapporto di revisione dev'essere pubblicato al più tardi nell'edizione di novembre della rivista "La guardia svizzera".

E. Sezioni

Art. 21

L'associazione è composta da sezioni regionali. Le sezioni dell'associazione delle ex-Guardie Svizzere Pontificie devono avere, di regola, almeno 10 membri. Questi statuti hanno la priorità, per rapporto agli statuti sezionali, e che devono essere approvati dalla CP. I membri dell'associazione dovrebbero far parte di una sezione e viceversa.

IV. Disposizioni varie

Art. 22 Finanze

¹ I mezzi finanziari dell'associazione vengono procurati da:

1. quote sociali dei membri e simpatizzanti;
2. contributi di qualsiasi tipo.

² L'ammontare della quota sociale, che non può superare gli 80 franchi per anno e membro, è fissata dall'AG, su proposta del CC.

³ I membri rispondono dei debiti dell'associazione fino a concorrenza della quota sociale annua fissata dall'AG. È esclusa qualsiasi ulteriore responsabilità personale dei membri.

⁴ Per gli impegni assunti dall'associazione, risponde esclusivamente il patrimonio dell'associazione. Per gli impegni assunti dalle sezioni risponde esclusivamente il patrimonio della rispettiva sezione.

Art. 23 Divergenze d'opinione

In caso di divergenze tra le sezioni, la CP e il CC decide l'AG in maniera definitiva.

Art. 24 Bandiera dell'associazione

¹ La bandiera dell'associazione è custodita dall'alfiere, il quale porta la bandiera in occasione di:

1. riunioni dell'associazione;
2. cerimonie religiose particolari;
3. feste particolari;
4. funerali di membri onorari (obbligo) e di membri attivi e veterani.

² L'impiego è effettuato in conformità con il Regolamento della bandiera.

Art. 25 Uniformi

Le uniformi possono essere portate unicamente da ex-guardie. Per il porto delle uniformi e le occasioni nelle quali ciò è consentito è applicato il Regolamento della Guardia Svizzera Pontificia.

Art. 26 Modifiche statutarie

Le richieste di modifica degli statuti devono essere inoltrate per iscritto e motivate al CC almeno 60 giorni prima della CP. Le richieste di modifica verranno elaborate dalla CP e portate a conoscenza dell'AG, la quale deciderà la modifica statutaria se approvata dai $\frac{2}{3}$ dei soci presenti aventi il diritto di voto.

Art. 27 Scioglimento

¹ Lo scioglimento dell'associazione è pronunciato dall'AG, se i $\frac{3}{4}$ dei membri lo richiedono, oppure quando il numero di membri attivi è inferiore a 10.

² L'eventuale patrimonio dell'associazione sarà donato alla Guardia Svizzera Pontificia. I documenti saranno consegnati alla "Stiftung Kulturzentrum der Päpstlichen Schweizergarde" a Naters, per la loro amministrazione, con l'obbligo di metterli a disposizione a scopo di ricerca e in ogni caso di lasciarli a disposizione di una futura associazione di ex-guardie svizzere pontificie.

Art. 28 Testo originale

Unicamente la versione tedesca dei presenti statuti ha forza di legge. Le versioni in francese e italiano sono delle traduzioni.

V. Disposizioni finali

Art. 29

¹ I presenti statuti sono stati adottati dall'AG di San Gallo il 13 settembre 2003 e sono entrati in vigore alla stessa data. Sostituiscono tutte le precedenti versioni.

² Conforme alle deliberazioni prese dall'AG il 12 settembre 2009 a Naters sono state cambiate le seguenti disposizioni: art. 12 cpv. 1 numero 3-5, art. 14 cpv. 1 numero 2, art. 15 cpv. 1, art. 16 cpv. 2. Inoltre sono state fatte delle correzioni editoriali in diverse disposizioni.

San Gallo, il 13 settembre 2003

Il presidente centrale:
Dr. Jacques Babey

Un membro del comitato:
Roland J. Hubatka

Naters, il 12 settembre 2009

Il presidente centrale:
Dr. Marco Reichmuth

Un membro del comitato:
Roland J. Hubatka